

QUAND L'ESPRIT CRITIQUE SE MET EN VEILLE, LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER S'ÉGAYE ET LE SYSTÈME DE SOIN S'ENRAYE...

Quand l'agence régionale de santé et l'hôpital viennent compenser sur leurs budgets les dérives des coûts de l'immobilier dans les grandes villes... Quand les salaires ne permettent plus aux soignant·es de se loger du fait de la dérégulation du "marché du logement"... alors le soin en lui-même passe au second plan... Oui, cela se produit : l'information suivante confirme cette analyse....

Le 6 avril 2023

QUAND SE LOGER EST IMPOSSIBLE

Courant février 2023, voici ce qu'on apprend d'un site d'information en ligne : « Un bailleur partenaire des autorités de santé loue cet appartement à [une soignante en psychiatrie]. Elle bénéficie d'une aide cofinancée par son hôpital et par l'Agence régionale de santé (ARS). Dans ce quartier du 12e arrondissement [parisien], sans aide, cette infirmière aurait payé le double. Un loyer beaucoup trop cher pour son salaire. "Je suis à peu près à 2 100 euros, donc je n'aurais pas pu mettre la moitié de mon salaire dans un loyer." »

Ceci questionne. Quelles conséquences peuvent avoir de telles décisions budgétaires ? Comment amortir le financement de logements des soignant·es, sans diminuer le nombre de ces mêmes soignant·es au pied du lit des malades ? Cela va-t-il rendre le travail encore plus difficile ? Ainsi faire fuir les professionnel·les ? Ainsi fermer des lits et des services ? Ainsi diminuer encore l'offre de soins ? Ce financement ne risque-t-il pas de lier le personnel à son employeur ? Et le soumettre à l'institution ?

SOUTIEN À L'INFLATION DE L'IMMOBILIER

Au premier abord, on peut se dire que les pouvoirs publics subventionnent le logement des professionnel·les du soin et que c'est très bien. Mais quels mécanismes pervers en découlent ? Car en réalité on constate ici que le système de santé permet de maintenir le haut niveau des loyers. Indirectement, il permet d'enrichir le

marché de l'immobilier. C'est désolant. Et dans le même temps, la réduction des budgets consacrés aux soins réels est, fatalement, diminuée. C'est rageant... Pour les hospitalier·es comme les malades et leurs familles...

POUR DES SOINS PAR LE LOGEMENT

Une nouvelle fois SUD Santé Sociaux affirme que la santé, et en particulier les soins psychiques, sont politiques. La précarité du logement, par l'insalubrité ou son inaccessibilité, a des conséquences directes et indirectes sur notre santé et notre système de soin. C'est pour cela qu'il faut absolument penser le soin dans sa globalité. C'est à l'encontre de la stratégie de saucissonner et diviser des gouvernements successifs

Contre l'isolement et la précarité, imposons la solidarité et la proximité, un réel droit opposable au logement salubre et abordable. Car c'est un facteur majeur de soins et de santé.

**LE 7 AVRIL 2023,
JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ,
AGISSONS TOUTES ET TOUS POUR
DÉFENDRE LA SANTÉ PUBLIQUE !**

**A PARIS, RASSEMBLEMENT
DE 11H À 15H
DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ**

